



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant réglementation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC **2003/2777**
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 août 2003 relatif à l'exploitation par l'installation classée Eugène Tilly au lieu-dit « la Ville au Pourvoi » à Allineuc d'un élevage avicole de 77000 animaux équivalents (56600 poulettes démarrées et 20400 poules pondeuses) ;
- VU l'accusé de réception délivré le 25 octobre 2005 au titre de l'installation classée S.A.R.L. Tilly-Gillot à Allineuc au lieu-dit « la Ville au Pourvoi » pour le changement de statut d'un élevage avicole autorisé le 18 août 2003 au nom de Monsieur Eugène Tilly ;
- VU la demande du 9 novembre 2007 au titre de l'installation classée E.A.R.L. de la Boissière à Allineuc au lieu-dit « la Ville au Pourvoi » pour la reprise d'un élevage avicole autorisé le 18 août 2003 au nom de la S.A.R.L. Tilly-Gillot ;
- VU la demande présentée le 14 décembre 2011 par l'installation classée **E.A.R.L. de la Boissière** au lieu-dit « la Boissière » à Allineuc relative à :
 - la restructuration externe d'un élevage avicole de 8200 animaux équivalents suite à la reprise partielle du site « la Ville au Pourvoi » soit un nouvel effectif de 28700 animaux équivalents (poules pondeuse plein air) ;

- la création d'un bâtiment, de locaux techniques et d'un jardin d'hiver ;
- la mise à jour de la gestion des déjections ;

VU le récépissé de déclaration du 21 décembre 2011 délivré suite au dépôt de cette demande ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 25 avril 2013 ;

VU l'avis général émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 31 mai 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet de l'exploitant a pour conséquence de diminuer la production globale d'azote sur ses installations ;

CONSIDERANT que le poulailler en projet ainsi que le jardin d'hiver qui sera réalisé sur le poulailler existant seront implantés à plus de 100 mètres de l'habitation du tiers le plus proche et à plus de 35 mètres d'un cours d'eau ;

CONSIDERANT les bilans agronomiques présentés par l'exploitant dans son dossier font état d'apports en azote et en phosphore sur les cultures qui seront inférieurs aux exportations réalisées par les plantes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

1.1. - Il est donné acte à l'E.A.R.L. de la Boissière à Allineuc au lieu dit « la Boissière » de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse (section ZM, parcelles n° 42, 43, 96, 122, 123, 124, 125, 130 et 131), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 28700 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 28700 poules pondeuses plein air.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

2.1. Aménagement des bâtiments :

Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2. - Transfert :

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 178 tonnes de fientes par an soit 4000 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus, après transformation aboutissant à une normalisation, en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs ;
- les références de lot ;
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³ ;
- le nom du transporteur ;
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication et proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau ou une borne d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité minimum de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Allineuc pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Allineuc pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 5 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes CEDEX) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

ARTICLE 6 –

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de Allineuc et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le 26 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé :

Gérard Derouin